



**SECRETARIAT D'ÉTAT  
CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE  
SOCIALE, SOLIDAIRE  
ET RESPONSABLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 15 décembre 2020  
N°492

**Olivia Grégoire, secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale,  
solidaire et responsable, s'est déplacée à Bruxelles ce mardi 15  
décembre**

Olivia Grégoire s'est entretenue le matin avec Nicolas Schmit, commissaire européen à l'Emploi et aux droits sociaux, à qui elle a présenté la position française sur le plan d'action européen pour l'économie sociale, que la Commission européenne doit présenter l'année prochaine et dont Nicolas Schmit a donné les premières orientations lors du Sommet de Tolède le 4 décembre.

La secrétaire d'Etat a ensuite rencontré Mairead McGuinness, commissaire européenne aux Services financiers, à la Stabilité financière et à l'Union des marchés des capitaux, pour aborder le sujet de la performance extra-financière, qu'elle porte au nom de Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance. L'échange a porté sur la révision de la directive européenne sur le reporting extra-financier, dont la présentation par la Commission européenne est prévue dans les tous prochains mois. Olivia Grégoire a rappelé l'engagement de la France pour créer un référentiel européen unique d'indicateurs de la performance des entreprises en matière d'écologie, de social et de gouvernance.

Après un déjeuner avec la presse, Olivia Grégoire s'est rendue au Parlement européen, à l'invitation des députés français du groupe « Renaissance », afin d'échanger sur les prochaines étapes de ce travail sur la révision de la directive et plus largement sur la prochaine présidence française de l'Union européenne, au premier semestre 2022.

En fin de journée, la secrétaire d'État a rencontré Didier Reynders, commissaire européen à la Justice. Elle a pu lui présenter le travail accompli par la France en matière de responsabilité des entreprises, notamment avec la loi sur le devoir de vigilance votée en 2017 ainsi qu'avec la loi Pacte promulguée l'année dernière. L'Union européenne travaille en ce moment sur des projets similaires en matière de gouvernance des entreprises.